

Rezensionen zu Arlinghaus, Inklusion - Exklusion von:

- Gisela Naegle in: Francia recensio (2019/01)
- Max Plassmann in: Rheinische Geschichte – wissenschaftlich bloggen (2019/05)
- Letha Böhringer in: H-Soz-Kult (2019/07)

Franz-Josef Arlinghaus, Inklusion – Exklusion. Funktion und Formen des Rechts in der spätmittelalterlichen Stadt. Das Beispiel Köln, Köln, Weimar, Wien (Böhlau) 2018, 439 S. (Norm und Struktur. Studien zum Wandel in Mittelalter und Früher Neuzeit, 48), ISBN 978-3-412-51165-4, EUR 70,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Gisela Naegle, Gießen/Paris

La monographie de Franz-Josef Arlinghaus est issue son habilitation à diriger des recherches soutenue à l'université de Kassel en 2006. Pour la publication, les références bibliographiques furent partiellement mises à jour. L'un des objectifs centraux de l'étude consiste à lier les dimensions de l'appartenance aux associations de type corporatif (*Mitgliedschaft im genossenschaftlichen Verband*) et du conflit (p. 13). Le point de départ de l'analyse est l'hypothèse que dans les sociétés prémodernes, l'inclusion de l'individu dans la société obéissait encore à des formes totalement différentes. D'après cette approche, dans les sociétés dites «modernes», la participation de l'individu à leur vie publique s'effectue seulement sous forme de divers rôles. En revanche, dans celles de l'époque prémoderne, cette participation eut lieu à travers une association (*Verband*); l'inclusion fut complète et concerna la personne entière. Suite à cette distinction, à l'époque actuelle, l'exclusion d'un individu de la société ne peut être que partielle, contrairement à la situation médiévale où elle pouvait également être totale (p. 14).

Encadré par une introduction et des conclusions en allemand et en anglais, l'étude se compose de cinq chapitres. Intitulé «Grundlagen» (fondements), la première section présente l'approche méthodique, les cheminements de l'analyse et les sources retenues. Il suit une synthèse sur les différents types de juridictions et tribunaux à Cologne, dont particulièrement le tribunal de haute justice de l'archevêque et les différentes cours de justice et autres instances judiciaires gérées par le conseil urbain (*Rat*). Le chapitre suivant étudie l'organisation, l'espace, les lieux et le personnel de ces institutions. L'avant-dernier chapitre est consacré aux formes de communication: aux gestes, rituels, formules linguistiques, formes procédurales et au rôle des documents écrits. Cette section thématique se termine par l'analyse de formes manifestes d'exclusion comme le bannissement ou la peine de mort (et ses modes d'exécution).

Avant d'entrer dans l'analyse des sources, après la présentation de l'arrière-plan théorique, l'auteur formule des hypothèses de départ: à cause de la forme particulière de l'intégration totale des individus médiévaux dans la société de leur temps (*Vergesellschaftung*), le règlement des conflits par la communauté corporative en question (*genossenschaftlicher Verband*) ne saurait uniquement être conçu comme conflit entre points de vue juridiques opposés. Ainsi, tout conflit poserait automatiquement la question des relations entre les litigeants et la communauté (*Verband*). Il mettrait en doute leur appartenance à la communauté et la cour de justice deviendrait le lieu de décision privilégié sur cette question fondamentale (p. 44). À un deuxième niveau, le fait que les procès et litiges juridiques sont des procédures de décision



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

sur l'appartenance à la communauté exercerait en même temps une influence décisive sur la procédure et la forme institutionnelle du système de justice et des tribunaux (p. 45). Pour mieux fonder ces hypothèses, en les adaptant à la situation médiévale et au cas de Cologne, Arlinghaus cite les modèles développés par auteurs tels que Max Weber, Otto von Guericke, Georg Simmel, Ferdinand Tönnies, la théorie des systèmes (*Systemtheorie*) de Niklas Luhmann et les études du sociologue Rudolf Stichweh. Soulignant l'importance des confréries, corporations et associations, il s'appuie notamment aux concepts de *coniuratio* et de *Genossenschaft*.

L'étude s'appuie principalement sur les sources suivantes: *Schreinskarten* et *Schreinsbücher* (des documents qui revêtirent les fonctions d'une sorte de cadastre, mais qui renfermèrent d'abord également des informations concernant des litiges sur la possession de terrains, d'immeubles, d'héritages, etc.); les décisions du conseil urbain enregistrées dans les *Ratsmemorialbücher* (à partir du XIV^e siècle); dossiers de procès (depuis la fin du XIV^e siècle); divers types de documents issus de la vie des corporations de métier et autres sources provenant de l'activité des différentes juridictions.

Parmi d'autres, l'auteur arrive aux conclusions suivantes: longtemps, les lieux où siègeaient les cours de justice furent littéralement ouverts: les procédures avaient lieu en plein air, sur des places publiques, dans des halles non fermées ou «entre les quatre bancs» des bâtiments communaux de Cologne. Au XIV^e siècle, le conseil déploya des activités soutenues dans le bâtiment, mais il ne fit aucun effort pour planifier des locaux réservés exclusivement à l'exercice de la justice.

D'après Arlinghaus, ce comportement montre le souci d'ancrer et intégrer pleinement la justice dans l'espace urbain et la communauté des justiciables. Les mêmes principes auraient guidé le choix du personnel judiciaire. Depuis le XIV^e siècle, le conseil employa des scribes savants et, au XV^e siècle, des juristes savants, mais ils ne devinrent pas membres du conseil, juges ou échevins des tribunaux urbains. L'entrée massive des juristes savants fut un phénomène du XVI^e siècle. Selon l'auteur, cette évolution fut liée à la sécularisation de l'université, parce que celle-ci rendait les membres de cette corporation «concurrente» plus acceptable pour le gouvernement urbain. La description détaillée du rôle et de l'essor de la documentation écrite des institutions judiciaires et les études de cas sur le bannissement et ses conséquences comptent parmi les parties les plus intéressantes de l'étude. Finalement, le destin d'un banni dépendait de sa capacité de mobiliser des ressources extérieures à la ville et, surtout, de la «qualité» de ses réseaux sociaux extérieurs. À cet égard, le cas de Johan Mull, qui avait participé aux troubles de 1481/1482 et aux députations de négociation des *Gaffeln* est très instructif: en 1485, en dépit du fait que son bannissement avait été perpétuel, suite à une intervention de l'empereur Frédéric III, la ville autorisa son retour.

Dans l'ensemble, il s'agit d'une étude très riche et intéressante. Ceci vaut particulièrement pour les passages consacrés aux lieux des juridictions et les modalités et conséquences du recours à l'écrit. Les comparaisons multiples avec la situation dans d'autres villes telles Nuremberg ou Francfort-sur-le-Main fournissent une contribution très précieuse à l'histoire urbaine comparative des villes allemandes. Les thèses sur les relations entre le règlement juridique de conflits, l'inclusion et la *Genossenschaft*/l'appartenance à la communauté urbaine pourraient stimuler un débat approfondi sur ces enjeux importants de la structuration de la société médiévale.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/)

Inklusion-Exklusion



Franz-Josef Arlinghaus geht in seiner 2006 abgeschlossenen und 2016/17 noch einmal leicht, aber ohne Berücksichtigung der seither erschienenen Literatur überarbeiteten Kasseler Habilitationsschrift der gesellschaftlichen Funktion des Rechtstreits im spätmittelalterlichen und in Ausblicken im frühneuzeitlichen Köln nach. Zentral sind dabei die Kategorien von Zugehörigkeit und Ausschluss von streitender Parteien zu beziehungsweise von der Genossenschaft der Bürger. Im Anschluss an systemtheoretisch erweiterte Überlegungen von Max Weber geht Arlinghaus dabei davon aus, dass Konflikte zwischen Bürgern stets zugleich das Verhältnis der Streitenden zur Genossenschaft betrafen. Die Mitgliedschaft zu ihr werde daher nicht allein durch einen Normverstoß in Frage gestellt, sondern bereits die Tatsache, dass es innerhalb der einer Friedenspflicht unterliegenden Bürgerschaft zu einer Auseinandersetzung kam, stellte die Mitgliedschaft wenigstens einer der Parteien in Frage. Gerichten sei demnach die primäre Funktion zugekommen, als Diskursraum zur

Verhandlung von Inklusion und Exklusion zu dienen, um den Frieden innerhalb der Genossenschaft zu schützen.

Um diese These zu prüfen, untersucht Arlinghaus zunächst das Kölner Gerichtswesen (nämlich das Hochgericht des Erzbischofs und die Ratsgerichtsbarkeit) im Hinblick auf die Verortung der Gerichte im Stadtraum – die ja von hoher Bedeutung ist, wenn sie als Diskursraum verstanden wurden –, ihr Personal, ihre Rituale und ihre Schriftnutzung. Sodann beleuchtet er den Stadtverweis und die Todesstrafe als Formen der Exklusion. Er kann dabei mit einer Fülle von erhellenden Beobachtungen aus der Kölner Entwicklung vornehmlich des 14. bis 16. Jahrhunderts aufwarten und der Interpretation des Rechtslebens im Detail und im Großen neue Aspekte hinzufügen. Dies allerdings mit der Einschränkung, dass sich manches im Lichte der seit 2006 erschienenen rechtshistorischen Untersuchungen nicht mehr so neu und innovativ liest, wie es noch bei einem rascheren Erscheinen der Arbeit der Fall gewesen wäre.

Die Gerichtsorte lagen von wenigen Ausnahmen abgesehen und obwohl der Rat im 14./15. Jahrhundert eine rege Bautätigkeit entfaltete entweder im Freien oder so in sonst anders genutzten öffentlichen Gebäuden, dass sie dort zum einen wie auf der Straße zugänglich und zum anderen nicht dauerhaft präsent waren. Der Gerichtsort wurde dann jeweils zum Beispiel durch die Aufstellung von Bänken hergestellt und markiert. Auf diese Weise wurde das Prinzip der Öffentlichkeit der Verhandlung unterstrichen, das für die Verhandlung von Zugehörigkeit eine hohe Bedeutung hatte. Die Gerichtsgemeinde schaute dabei nicht allein dem Verfahren zu, sondern ihre Anwesenheit kann auch als Mitwirkung an der Urteilsfindung verstanden werden, deren Ergebnis die Gemeinde zu tragen hatte; obgleich es in einer großen Stadt wie Köln natürlich nicht vorstellbar ist, dass die gesamte Gemeinde auf diese Weise in einen Prozess eingebunden werden konnte.

Wenn auf diese Weise räumlich eine Verbindung von Gericht und Gemeinde hergestellt wurde, so galt dasselbe Prinzip auch für die Gewinnung des Gerichtspersonals. Die Richter der Ratsgerichte entstammten der Gemeinde und blieben bis ins endende 16. Jahrhundert auch dann noch in aller Regel juristische Laien, als genügend studierte Männer zur Verfügung gestanden hätten. Das lag auch daran, dass die meisten Richter- und Urteilerposten von aktuellen oder ehemaligen Ratsherren besetzt wurden, und die Erlangung eines akademischen Grades als Unvereinbar mit der Wahl in den Rat angesehen wurde. Denn akademische Weihen waren mit der Mitgliedschaft in der Kooperation der Universität verbunden, was den Doktor außerhalb der Genossenschaft der Bürger verortete.

Wenn also räumlich und personell die Gerichte in den Kommunikationsraum der Genossenschaft integriert blieben, die hier über die Zugehörigkeit der Streitparteien verhandelte, so mussten die Gerichte doch durch Sprachformen, Körperhaltungen und Rituale markiert werden, um Verbindlichkeit zu erreichen; wobei die davon unabhängigen mnemotechnischen

Funktionen einer formelhaften Sprache nicht berücksichtigt wurde. Diese folgten in der Regel allgemeinen Grundsätzen des deutschrechtlichen Verfahrens. Schriftlichkeit bzw. die Beweisführung durch die Vorlage von Schriftstücken hielt wohl auch deshalb nur langsam Einzug in die Prozessführung, obwohl gerade in Köln ja insbesondere mit den Schreinsbüchern verlässliche Beweismittel für eine Fülle von Streitigkeiten zur Verfügung gestanden hätten. Der direkte Zugang zu ihnen war den Parteien und Gerichten jedoch verwehrt, sie konnten allenfalls mit der Bereitstellung von Abschriften rechnen, die dann noch lange im Verfahren verlesen wurden. Ähnliches gilt auch für den Schriftgebrauch über die Schreinsbücher hinaus, der sehr davon abhing, wo die Schriftstücke gelagert wurden und wer Zugang zu ihnen hatte. Der im Vergleich zur rein mündlichen Verhandlung durch das Einbringen von Schriftsätzen gänzlich unterschiedene Kommunikationsraum hatte so andere Referenzpunkte und Möglichkeiten, auch der Friedenswahrung, wenn die Parteien und ihre Freunde nicht mehr direkt aufeinandertreffen mussten.

Am Ende behandelt Arlinghaus mit Stadtverweis und Todesstrafe zwei mögliche Ergebnisse eines Verfahrens, die zum Ausschluss der Betroffenen aus der Genossenschaft führten. Dabei kann er verdeutlichen, dass der Stadtverweis je nach der Situation und den außerstädtischen Verbindungen des Betroffenen keineswegs zu einer schnellen Beruhigung der Lage eingesetzt werden konnte. Vielmehr war es durchaus möglich, dass ein Exilierter von außerhalb der Machtsphäre des Rats weiterhin gegen die Stadt agierte und dann kaum mehr zu beeinflussen war. Wenn also die Verbannung durchaus auch Nachteile mit sich brachte, so wurde sie offenbar doch als wichtiges Mittel dafür angesehen, die Nicht-Zugehörigkeit einer Person zur Genossenschaft zu kennzeichnen. Die Hinrichtung machte eine solche Exklusion dann dauerhaft, wenn auch der tote Körper des Delinquenten durch Schändung und Herausführen aus der Stadt symbolisch aus der Genossenschaft ausgeschlossen wurde. Jedoch gab es auch in dieser Hinsicht mildere Vollstreckungen, bei denen die Leiche ein Begräbnis innerhalb der Stadt fand und so Teil der Gesellschaft blieb. Es kam also auch hier auf den Einzelfall an.

Arlinghaus beleuchtet sowohl die Normen als auch die Rechtspraxis und kann so insgesamt unser Verständnis für Funktionen und Funktionsweisen der Kölner Justiz erheblich vertiefen. Dabei nutzt er eine breite Quellenbasis – leider ohne Angabe der schon 2006 gültigen Bestandssignaturen des Historischen Archivs der Stadt Köln, was die Nachvollziehbarkeit erschwert. Angesichts der Vielfalt der überlieferten Quellen konnte er jedoch keineswegs das gesamte Material heranziehen, sodass es noch viel Raum für an ihn anschließende weitere Forschungen gibt. Dabei wird unter anderem danach zu fragen sein, inwieweit die methodischen Vorannahmen zu einer Vernachlässigung von Aspekten geführt haben könnten, die nicht zu ihnen passen. So wäre zu untersuchen, ob man wirklich in einer so großen und unübersichtlichen Stadt wie Köln von der alles überwölbenden Zugehörigkeit zur Schwurgenossenschaft der Bürger sprechen kann, oder ob nicht auch Binnengliederungen in Rechnung zu stellen sind, bei denen Inklusion und Exklusion unabhängig verhandelt wurden. Erinnert sei in diesem Zusammenhang zum Beispiel daran, dass neben den Gaffeln beziehungsweise Zünften auch die personell anders zusammengesetzten Pfarrbezirke, Nachbarschaften und später Colonelschaften des Bürgerkorps bestanden. Ein großer Teil der Stadtbevölkerung wie Universitätsangehörige oder auch Angehörige der Stifte und Klöster (weltlichen und geistlichen Standes) zählte überdies zwar nicht zur Genossenschaft der Bürger, konnte mit diesen aber dennoch in Konflikte geraten, die im Sinne eines gedeihlichen Miteinanders der Kölner gelöst werden mussten. Hier dürfte doch ein Unterschied zu Konflikten mit völlig Fremden bestanden haben, zumal gerade im Bereich der geistlichen Institutionen viele Söhne und Töchter von Bürgerfamilien unterkamen. Mit dem Klostereintritt schieden sie zwar rechtlich aus der Bürgerschaft aus. Aber die Familienverbindungen blieben doch bestehen und lagen somit quer zur Frage der Inklusion und Exklusion im Sinne der vorliegenden Untersuchung.

Erweitert werden müsste auch der Blick auf weitere Gerichte und nicht-gerichtliche Foren der Konfliktbewältigung. Insbesondere durch die Nicht-Berücksichtigung der geistlichen Gerichtsbarkeit, die ja keineswegs nur Fälle mit Beteiligung wenigstens eines Geistlichen behandelte, sondern auch von Laien genutzt werden konnte, hinterlässt die Arbeit eine Lücke. Denn wenn streitende Bürger beim Offizial oder vor anderen auswärtigen Gerichten ihr Recht suchten, begaben sie sich freiwillig aus dem Diskursraum ihrer Genossenschaft. Das gilt auch für die Fälle, die gar nicht vor Gerichte, sondern vor wie

auch immer konstituierte Schiedsgremien gebracht wurden. Es ist kaum anzunehmen, dass damit stets zugleich eine Exklusion aus der Bürgerschaft angestrebt wurde. Hier werden vielmehr noch weitere soziale, wirtschaftliche oder politische Faktoren in Rechnung zu stellen sein, die bei Arlinghaus nicht im Fokus standen. Insbesondere die enge Verbindung, die Herrschen und Richten im Verständnis der Zeit eingingen, erfordert die Untersuchung der politischen Funktion der Gerichtsbarkeit und der gutwilligen Schlichtung von Streitigkeiten durch einen Rat, der seinen Herrschaftsanspruch zu untermauern suchte. Obgleich er also noch nicht das letzte Wort gesprochen haben dürfte, ist Arlinghaus dafür zu danken, einem alten Forschungsfeld neue Perspektiven eröffnet zu haben.

Arlinghaus, Franz-Josef: Inklusion-Exklusion. Funktionen und Formen des Rechts in der spätmittelalterlichen Stadt. Das Beispiel Köln (= Norm und Struktur. Studien zum sozialen Wandel in Mittelalter und Früher Neuzeit. Bd. 48). Wien/ Köln/ Weimar 2018, Böhlau, 439 S. gebunden, 70,00 € ISBN 978-3-412-51165-4.

Zitierweise:

Plassmann, Max: Rezension zu „Inklusion-Exklusion. Funktionen und Formen des Rechts in der spätmittelalterlichen Stadt. Das Beispiel Köln. Von Franz-Josef Arlinghaus“, in: Rheinische Geschichte – wissenschaftlich bloggen, 27.05.2019, <http://histrhen.landesgeschichte.eu/2019/05/inklusion-exklusion/>

Arlinghaus, Franz-Josef: *Inklusion–Exklusion. Funktion und Formen des Rechts in der spätmittelalterlichen Stadt. Das Beispiel Köln*. Köln: Böhlau Verlag 2018. ISBN: 978-3-412-51165-4; 439 S.

Rezensiert von: Letha Böhringer, Historisches Institut, Universität zu Köln

Die Kasseler Habilitationsschrift untersucht das Gerichtswesen Kölns von einem klar umrissenen Blickwinkel aus: Rechtliche Auseinandersetzungen in der spätmittelalterlichen Großstadt werden als „Frage der Mitgliedschaft und Zugehörigkeit“ (S. 13) aufgefasst. Der Autor zieht systemtheoretische Überlegungen Niklas Luhmanns heran, der Inklusion und Exklusion als strukturbildende Elemente und Differenzkategorien der Gesellschaft sieht. Konflikte stellen die Eingebundenheit des (an sich inkludierten) Einzelnen in Frage. Daher werde, so Arlinghaus, vor Gericht als „Leitelement des Verfahrens“ immer die Differenz von Zugehörigkeit und Nicht-Zugehörigkeit verhandelt (S. 15). Diese Differenz sei markanter als die juristische Güterabwägung auf der Sachebene, denn „Recht“ und „Gerechtigkeit“ gehen nach Auffassung des Autors zumindest teilweise in dieser Differenz auf und seien als „nachgeordnet“ zu betrachten (S. 49). Das Gerichtswesen gerät in dieser erweiterten Perspektive zum zentralen Kommunikationsfeld der urbanen Führungsgruppen, jenseits der jeweils verhandelten Sach- und Rechtsfragen.

Das Forschungsfeld wird mit der Beschreibung des erzbischöflichen Gerichts und der sich entwickelnden Ratsgerichtsbarkeit abge-schritten und systematisch in drei Kapiteln erkundet: Zuerst werden die Lage der Gerichte im Stadtraum und ihr Personal vorgestellt, dann ausführlich die Verfahrensformen mit dem allmählichen Eindringen schriftlicher Verfahrenselemente beschrieben und zuletzt die „Formen manifester Exklusion“, das heißt Stadtverweis und Hinrichtung, diskutiert.

Die Arbeit setzt ein mit einem Überblick im Anschluss an die extensive Forschungsliteratur; in juristischer und nicht zuletzt politischer Konkurrenz standen das erzbischöfliche Hochgericht, das seit dem 11. Jahrhun-

dert in Schriftquellen fassbar ist, und die diversen durch den Rat seit dem 13. Jahrhundert besetzten Gerichte. Das Schöffenkolegium des Hochgerichts ist gleichsam auch erste „Kommunalbehörde“, verlor aber im Laufe des späten Mittelalters seine politische Macht an den Rat, sodass auch dessen Gerichte ihre Befugnisse ausweiten konnten. Die Auseinandersetzungen zogen sich bis ins 15. Jahrhundert hin, bis schließlich eine „pragmatische Zusammenarbeit zwischen Rat und Hochgericht“ zustande kam, geprägt von einer „fast alltäglich zu nennende[n] Kooperation auf dem Gebiet der Strafgerichtsbarkeit“ (S. 68).

Da die Rechtsfindung von alters her Angelegenheit der Gesamtgemeinde war, fand die Gerichtsgemeinde nicht in abgeschlossenen Gebäuden zusammen, sondern im öffentlichen Stadtraum. Das Hochgericht (zuständig für Strafverfahren in der gesamten Stadt) tagte sowohl in der Domimmunität auf dem Domhof als auch vor dem Rathaus, die Ratsgerichte waren in der Stadt verstreut. Sie entstanden vielfach durch die Übernahme schon bestehender Kaufhaus- und Marktgerichte und schlichteten zivilrechtliche Konflikte in Wirtschafts- und Finanzsachen. So kann nicht verwundern, dass viele von ihnen in der Rheinvorstadt (mit Hafen und Märkten) angesiedelt waren. In der Diktion dieser Arbeit wird daraus die Einbettung „in das kommunikative Feld des jeweiligen Personenverbandes“ (S. 102).

Ebenso der Pragmatik geschuldet sind der eigene Raum der Klagherren im Rathaus, die ab dem späten 15. Jahrhundert vor allem Vergleiche herbeiführen sollten und daher einen diskreten Verhandlungsraum benötigten, und das Gästegericht im Rathaus, wo Auswärtige die Ratsherren ja antreffen konnten. Die Kategorie „Raum“ mit den Kategorien Separierung/Inklusion (S. 117) aufzuladen, statt für die unterschiedlichen Tagungsorte von Hochgericht und Partikulargerichten schlicht praktische, aus den jeweils spezifischen Zuständigkeiten und Verfahrensarten resultierende Gründe anzuführen, kann wenig überzeugen.

Im nächsten Schritt verfolgt der Autor die Entwicklung des Gerichtspersonals vom patrizischen Schöffen zum studierten Juristen, die sich erst im 16. Jahrhundert vollzog und um 1600 abgeschlossen war. Offenbar schloss

die Zugehörigkeit zum Rechtskreis der Universität sehr lange die Ernennung zum Richter oder Urteiler der Stadt aus. Auch später mussten die Schöffen – im Unterschied zu den Syndici und dem Kanzleipersonal – Kölner Bürger sein. Die Ratsrichter waren selbstverständlich Ratsherren, wobei man zur Entlastung des sitzenden Rates auf die Angehörigen des vor- und nachgesehenen Rates zurückgriff. Diese Selbstverständlichkeit, dass nämlich die nach zähen politischen Auseinandersetzungen führenden Gruppen der Stadtgesellschaft über ihre Verbandsmitglieder richten, wird zum Beweis dafür herangezogen, dass es bei juristischen Konflikten nicht in erster Linie um „Erbchaft, Diebstahl oder Körperverletzung“, sondern „im Kern um Mitgliedschaft im Verband“ gegangen sei (S. 136, ähnlich S. 176) – handelt es sich nicht vielmehr um die allgemeinen Rahmenbedingungen des urbanen Gerichtswesens?

Die Kernthese des Autors wird auch im folgenden Kapitel kaum überzeugend untermauert. Vielmehr werden Kommunikationsformen und Verfahrensmuster samt der Einbeziehung von Schrift immer wieder im Rückgriff auf Sachprobleme und -entscheidungen dargestellt. Ein Prozess ist eben mehr als eine „Kommunikationssituation“. Wie komplex und auf mehreren Ebenen, nicht zuletzt der politischen und persönlichen, ein Verfahren und seine Beurteilung in der Realität waren, beschreibt der Autor im Schlusskapitel über die „manifesten“ Exklusionen durch Stadtverweis und Hinrichtung. Beides war problematisch und stellte die Durchführbarkeit eines „finalen Ausschlusses“ aus dem Verband in Frage: Der Stadtverweis wurde vielfach nur zeitlich begrenzt ausgesprochen, zumal ein aus politischen Gründen Ausgewiesener auswärts Anhänger mobilisieren und Revanche planen mochte, und der reuige Delinquent war nach seiner Hinrichtung zwar tot, aber wieder Teil des Verbandes, wie sein ehrenhaftes Begräbnis demonstriert.

Es soll gar nicht bestritten werden, dass die Einbindung des Einzelnen in den Verband bzw. seine Ausgrenzung aus diesem ein Aspekt der Rechtspflege und der (beabsichtigten und nicht beabsichtigten) Folgen von Gerichtsentscheidungen war und ist. Schließlich

ist es selbstverständlich, dass es bei Strafprozessen um die Inklusion und Exklusion von Delinquenten geht – noch heute werden Art und Weise sowie das Maß des angemessenen „Ausschlusses“ in der Gesellschaft diskutiert (wie lange ist „lebenslänglich“; Aberkennung bürgerlicher Rechte; geschlossener versus offener Vollzug; Re-Integration nach beendeter Haft). Aber dass es sich dabei um die entscheidende Differenzkategorie handelt, geht aus der Monographie nicht schlüssig hervor. Noch vor der Inklusion des Einzelnen in seine Gemeinschaft stehen sein Recht auf Leben, körperliche Integrität und gewaltfreie Konfliktaustragung.

Zwar betont Arlinghaus zu Recht die Alterität der Vormoderne und des Agierens ihrer Verbände, doch steht sein Verständnis hinsichtlich des Funktionierens dieser Gesellschaft dazu im Widerspruch. Wenn er im Anschluss an Max Weber und andere darlegt, dass ein gesellschaftliches Segment über die Person als Ganze entscheidet, nämlich der „Stand als konkrete Statuszuweisung“, so gelangt er (auch durch die Fehleinschätzung der Bedeutung des Religiösen) zu dem Schluss, dass ein Patrizier immer und zuerst Patrizier gewesen sei, ob auf dem Rathaus oder in der Kirche: „Wenn er die Messe besuchte und seinen Glauben praktizierte, tat er dies primär als *Patrizier*“ (S. 36, Hervorhebung durch Arlinghaus). Das trifft kaum zu und ist eine Überbewertung ständischer Zugehörigkeit. In der Kirche ist der reichste und einflussreichste Mann ein Getaufter unter prinzipiell Gleichen, und er ist dort in erster Linie ein erlösungsbedürftiger Sünder; das wird in jeder Messe beim Schuldbekenntnis und beim Friedensgruß offenkundig. „Religiöse Einrichtungen“ lediglich als Teil der „umfassenden sozialen Existenz“ zu sehen, verkennt, dass die Religion beanspruchte, die ganze Existenz der Menschen zu erfassen. Die in der Schöpfungsordnung begründete Gleichheit aller Menschen und der christliche Bruderschaftsgedanke waren zu allen Zeiten Stachel im Fleisch einer auf Ungleichheit beruhenden Rechtsordnung und Impetus aller Aufstände und Veränderungen. Eine weitere Fehleinschätzung ist die Gleichsetzung des Stadtverweises mit der Exkommunikation (S. 325 im Anschluss an Hagemann) – sein

Seelenheil verlor der Delinquent keineswegs durch seine Ausweisung, und das wussten auch alle Beteiligten! In die Gemeinschaft der Heiligen war er immer noch inkludiert.

Wie aus dem Gesagten hervorgeht, ist die Rezensentin von der Kernthese nicht überzeugt worden, zumal der Band schon aufgrund der bereits kritisierten Diktion sowie einer oberflächlichen Redaktion wenig Lesefreude bereitet. Zudem führt die Reduzierung des Juristischen auf „Diskurse in Kommunikationsräumen“ bisweilen zu lebens- und sachfremden Ausführungen. Dass das „Verhandeln über Konflikte [...] selbst wieder hochgradig konfliktträchtig“ ist und dass Gerichtsverfahren „nicht immer von Freundlichkeit geprägt“ sind (S. 360 und S. 365), kann kaum überraschen. Die komplizierten Verfahren zum Schutz der Schreinsbücher vor unbefugten Eingriffen durch mehrere Schlösser und eine Mehrzahl von Schlüsselinhavern werden gar gedeutet als Versetzen der Schreinsbücher ins „Arkane“, wo es doch schlicht um die physische Sicherung von Büchern öffentlichen Glaubens ging, deren Vermerke vor Gericht Beweiskraft hatten; in der mühsamen Sprache dieser Ausführungen werden die Schreinseinträge „zu einem autonomen Referenzpunkt, auf den man sich beziehen konnte“ (S. 217) – welcher Erkenntnisgewinn wird durch solche Allgemeinplätze gezeitigt? Vielmehr hätte man an dieser Stelle auf das Arsenal der Kulturwissenschaften zurückgreifen und mit dem Stichwort „Perforanz“ darlegen können, wie durch elaborierte Schreinsöffnungen und -schließungen die Rechtssicherheit der Schreine inszeniert wurde. Methodenmonismus ist erkenntnishemmend: „If all you have is a hammer, everything looks like a nail“ (#Maslow’s hammer).

Lässt man indes die Kernthese beiseite, erzählt der Verfasser eine andere, politische Geschichte, die das Erzählen lohnt: Nämlich die eines Machtkampfes auf dem Felde der Gerichtsbarkeit zwischen einer älteren Elite, des Kölner Meliorats in Gestalt des Schöffenkollegiums, und einer jüngeren, nämlich jener, die sich im Rat zusammenfand und diesen Rat Zug um Zug zum dominierenden Gerichtsherrn der Stadt machte. Die von Arlinghaus instruktiv vorgestellte Auseinandersetzung um eine Gruppe von Weinpanschern ist

gewiss aufschlussreich hinsichtlich der Handhabung des Stadtverweises, aber hier statuierte der Rat vor allem ein Exempel im Kampf um die Dominanz in der städtischen Rechtspflege (S. 310f.). Die Umwälzung von 1396, die andere Eliten in den Rat gelangen ließ, bildet in der Darstellung eine deutliche Zäsur, die eine eigene Analyse verdient hätte; wichtige Beobachtungen dazu sind über den ganzen Band verstreut. Als moderne Darstellung des Kölner Gerichtswesens ohne die Teleologie der älteren Rechtsgeschichte gewinnt die Monographie ihren Wert.

HistLit 2019-3-008 / Letha Böhringer über Arlinghaus, Franz-Josef: *Inklusion–Exklusion. Funktion und Formen des Rechts in der spätmittelalterlichen Stadt. Das Beispiel Köln*. Köln 2018, in: H-Soz-Kult 03.07.2019.